

Retirer de l'argent indisponible pour acheter votre résidence principale

Vous souhaitez retirer tout ou partie de votre épargne indisponible pour acheter votre résidence principale ? Bonne nouvelle, c'est un des **CAS DE DÉBLOCAGE** autorisé de votre Épargne Salariale & Retraite !



“ Pour gérer sereinement le financement de ce projet, anticipez toutes les démarches et préparez en amont votre demande ”

1. Prenez connaissance des modalités sur la fiche "Cas de déblocage"

- Consultez la fiche "Acquisition résidence principale" (voir pages suivantes)
- Ou, en cas d'agrandissement ou de construction de la résidence principale, rendez-vous à la rubrique « Cas de déblocage » (accessible depuis le lien "Informations utiles" situé en bas de la page d'accueil de votre espace sécurisé) pour télécharger les fiches dédiées à ces sous-motifs particuliers.

Dispositifs concernés :
liste des plans d'épargne que vous pourrez débloquer

Date de validité de la demande :
explication du **délaï maximum de 6 mois à respecter** pour réaliser votre demande

Principaux événements exclus :
exemples d'achats immobiliers non éligibles au déblocage, comme la résidence secondaire ou encore un terrain seul

Amundi Épargne salariale & retraite	
DÉBLOCAGE ANTICIPÉ	
ACQUISITION RÉSIDENCE PRINCIPALE	
Dispositifs concernés	Caractéristiques
Date de validité de la demande	Justificatifs à joindre
Principaux événements exclus	Principales questions/réponses

➔ **Caractéristiques :**
conditions d'éligibilité au cas de déblocage, et notamment les **sommes à débloquent en fonction du calendrier de votre opération**

➔ **Justificatifs à joindre :**
privilégiez le **formulaire d'attestation d'acquisition** ou, à défaut, consultez la liste des justificatifs à joindre obligatoirement à votre demande

➔ **Principales questions/réponses :**
réponses aux principales questions qui se posent en cas d'acquisition

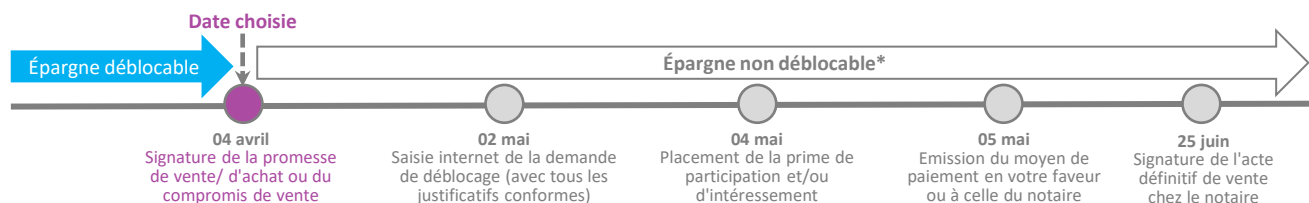


Quelle date choisir pour effectuer votre demande ?

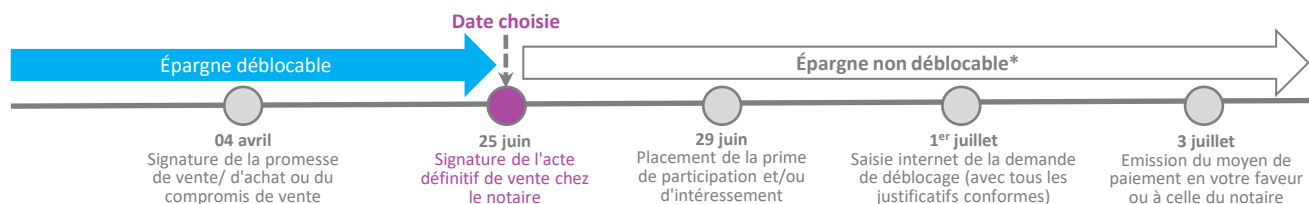
Selon la date à laquelle vous choisissez d'effectuer votre demande de retrait d'épargne, le montant versé ne sera pas forcément identique et les sommes seront disponibles, ou non, le jour de l'acte définitif de vente chez le notaire.

Il est donc très important de **préparer minutieusement votre plan de financement**, et de calculer au plus juste l'apport personnel constitué par votre Épargne Salariale & Retraite.

➔ Exemple n°1, en cas de demande effectuée à la date de **signature de la promesse de vente ou d'achat, ou du compromis d'achat**



➔ Exemple n°2, en cas de demande effectuée à la date de **signature de l'acte définitif de vente chez le notaire**



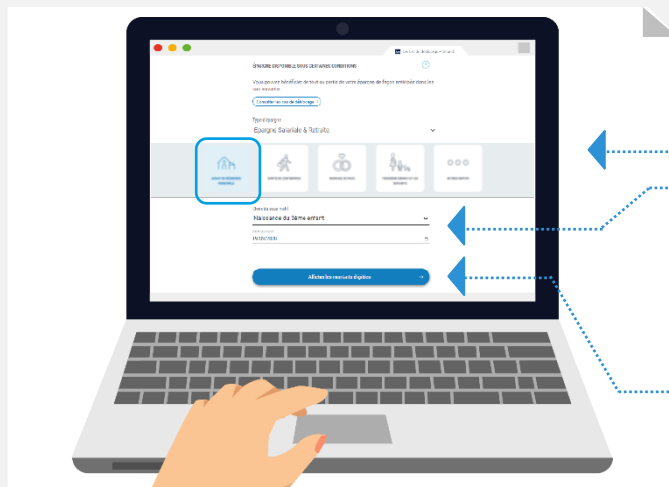
* A l'exception de votre dernière prime de participation et/ou d'intéressement non encore comptabilisée à la date de signature choisie, à condition que :

- la demande de retrait initiale ait débloquent la totalité de votre épargne indisponible,
- la demande de retrait complémentaire de votre PEE / PEI / PEG / PERCO / PERCO-I / PERCO-G soit réceptionnée chez Amundi ESR dans un délai maximal de 6 mois à compter de la signature de la promesse de vente / d'achat ou du compromis de vente (le déblocage complémentaire anticipé de votre PER (Plan d'Épargne Retraite d'entreprise géré en compte-titres : PER COL ou PERECO / PER COL-I / PER COL-G / PER U / PER U-G / PER O / PER O-G) n'est quant à lui pas soumis à une condition de délai),
- le montant de cette prime soit inclus dans l'apport personnel du plan de financement initial,
- la date de signature de la promesse de vente / d'achat ou du compromis de vente intervienne après la clôture de l'exercice de votre entreprise.

2. Vérifiez le montant que vous avez le droit de retirer

- Le montant débloqué ne peut excéder le coût global de l'acquisition, augmenté des frais d'acte notarié, d'enregistrement, d'hypothèque, diminué du montant des prêts obtenus et de l'éventuel apport personnel (autre que l'épargne salariale).
- **Les sommes débloquées doivent être intégralement employées au financement de l'acquisition.**

Simulez le montant que vous pourrez retirer depuis la rubrique:  puis, 



sélectionnez le cas **Achat de résidence principale**

précisez :

- le **sous-motif** (acquisition, agrandissement ou construction de la résidence principale, ou achat de résidence de retraite)
- et la **date du motif**

cliquez sur « Affichez les montants éligibles ».

3. Préparez la saisie de votre demande



Vérifiez la liste des justificatifs obligatoires et scannez les afin de les joindre à votre demande.

Bon à savoir : si vous le pouvez, privilégiez le formulaire d'attestation d'acquisition téléchargeable (voir pages suivantes). En faisant compléter ce formulaire par la banque, le notaire et vous-même, aucun autre justificatif n'est nécessaire pour débloquer votre épargne (sauf la copie recto/verso de votre pièce d'identité en cours de validité si vous faites votre demande de remboursement par courrier).



Vérifiez vos coordonnées ou mettez-les à jour depuis la rubrique « Mon profil », puis « Mes coordonnées ».

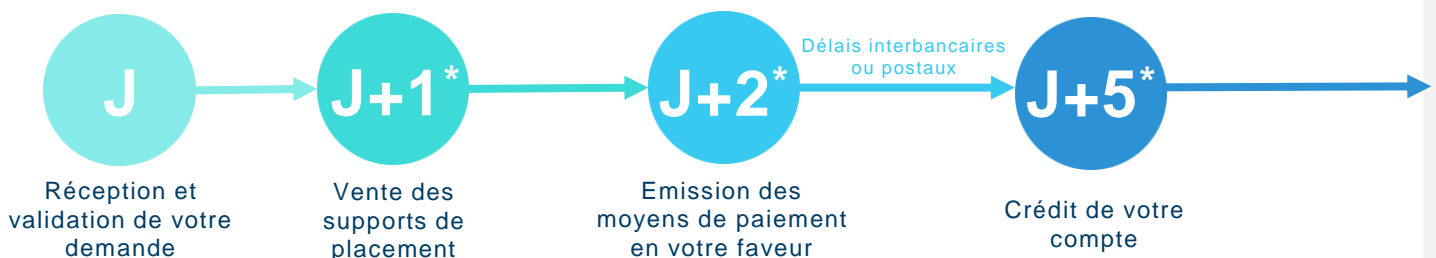
Important : votre adresse mail et votre numéro de téléphone sont indispensables pour suivre en temps réel le statut de votre demande.



Renseignez et vérifiez vos coordonnées bancaires pour recevoir le virement en votre faveur.

“ SOUS QUELS DÉLAIS serai-je remboursé ? ”

Votre compte personnel est crédité au plus tôt 5 jours ouvrés après la réception de votre demande. Si votre demande de retrait concerne plusieurs supports de placement, un virement unique est émis le lendemain ouvré de la valorisation la plus tardive.



*Ou plus selon les supports. En effet, la valeur liquidative d'un support de placement n'est pas forcément la même pour tous. Pour certains, elle est quotidienne, et pour d'autres elle est hebdomadaire ou encore mensuelle. Avant de valider votre opération, il est donc important de consulter la fiche détaillée des supports de placement concernés pour en vérifier les modalités de valorisation.

Dispositifs concernés

- PEE / PEI / PEG
- Compte Courant Bloqué (CCB)
- PERCO / PERCO-I / PERCO-G
- PER* (PER COL*, PER U*, ...) hors cotisations obligatoires qui ne peuvent pas être liquidées ou rachetées pour ce motif

* Plan d'Épargne Retraite d'entreprise géré en compte-titres (PER COL ou PERECO / PER COL-I / PER COL-G / PER U / PER U-G / PER O / PER O-G)

Remboursement par internet

Rendez-vous dans « Agir sur mon Epargne » puis « Retirer de l'argent » pour saisir votre demande de remboursement et déposer vos justificatifs en ligne (ou nous les adresser par courrier).

Tous les justificatifs déposés en ligne dans l'espace sécurisé de notre portail internet avant 10 heures sont traités le jour même. Après 10 heures, ils sont traités au plus tard le lendemain ouvré.

Remboursement par courrier

Procurez-vous un bulletin de remboursement personnalisé auprès de notre plateforme téléphonique.

Renvoyez le, accompagné des justificatifs, à l'adresse indiquée sur le bulletin. Les courriers reçus avant 10 heures sont traités le jour même de leur réception.

Date de validité de la demande

Dispositifs PEE / PEI / PEG / CCB / PERCO / PERCO-I / PERCO-G :

Votre demande de remboursement doit être réceptionnée par Amundi ESR dans un délai de six mois à compter :

- de la signature de l'acte définitif d'acquisition ou de la promesse de vente ou d'achat ou du compromis de vente pour un bien existant,
- ou de la date de signature du contrat de réservation / contrat de VEFA ou de la date de livraison pour un bien en l'état futur d'achèvement (VEFA).

Dispositifs PER* (PER COL*, PER U*, ...) :

Votre demande de remboursement peut intervenir à tout moment.

Principaux évènements exclus (liste non exhaustive)

- Souscription de parts d'une Société Civile Immobilière (SCI).
- Acquisition/construction du logement par une SCI détenue par le titulaire.
- Acquisition d'une résidence secondaire.
- Achat d'un terrain seul.

Mise à jour : Janvier 2024

Les informations mentionnées dans ce document vous sont communiquées à titre indicatif et sont susceptibles d'évoluer, notamment par voie législative ou réglementaire. Conformément à la réglementation en vigueur, Amundi ESR se réserve le droit de demander des pièces justificatives complémentaires, en vue d'apprécier la légitimité d'une demande de déblocage.

* Plan d'Épargne Retraite d'entreprise géré en compte-titres (PER COL ou PERECO / PER COL-I / PER COL-G / PER U / PER U-G / PER O / PER O-G)

Caractéristiques

Le déblocage, total ou partiel, de votre épargne intervient sous la forme d'un règlement unique. Un même cas de déblocage ne peut donc donner lieu à des versements successifs.

Seule l'épargne retraite accumulée au titre des versements volontaires et des versements issus de l'épargne salariale peut être mobilisée pour l'acquisition de votre résidence principale.

Le montant débloqué ne peut excéder le coût global de l'acquisition, augmenté des frais d'acte notarié, d'enregistrement, d'hypothèque, diminué du montant des prêts obtenus et de l'éventuel apport personnel (autre que l'épargne salariale et retraite).

Les sommes débloquées doivent être intégralement employées au financement de l'acquisition.

En cas de financement de la résidence principale à 100% par des prêts, aucun remboursement de l'épargne salariale et retraite ne sera possible. En effet, le montant du déblocage doit faire partie de l'apport personnel.

Le remboursement de votre épargne ne pourra porter que sur l'épargne comptabilisée avant :

- la date de signature de l'acte définitif d'acquisition ou de la promesse de vente ou d'achat acceptée ou du compromis de vente pour un bien existant,
- ou la date de signature du contrat de réservation ou du contrat de VEFA ou la date de livraison pour un bien en l'état futur d'achèvement (VEFA).

Justificatifs à joindre à la demande de déblocage

- Le formulaire d'attestation d'acquisition téléchargeable (voir ci-après), complété par le notaire et vous-même.

=> à privilégier car aucun autre justificatif n'est nécessaire pour débloquer votre épargne sauf la copie recto/verso de votre pièce d'identité en cours de validité si vous faites votre demande de remboursement par courrier.

Si vous ne pouvez pas joindre l'attestation d'acquisition dûment complétée, vous devrez nous adresser les documents suivants :

- Le plan de financement validé par la banque et mentionnant votre apport personnel ou, en l'absence de prêt, une attestation sur l'honneur précisant que vous n'avez pas demandé de prêt et vous engageant à utiliser les sommes débloquées pour le financement de votre résidence principale,

- Et la photocopie de la promesse de vente ou d'achat acceptée ou du compromis de vente ou de l'acte notarié d'acquisition précisant le montant et la date d'acquisition ou du contrat de réservation / contrat de vente en l'état futur d'achèvement (VEFA) ou le procès-verbal de livraison du bien.

- Et une attestation sur l'honneur précisant :

- qu'il s'agit de votre résidence principale à usage personnel et immédiat,

- que la somme demandée n'excède pas le coût global de l'acquisition moins le montant des prêts obtenus et de l'apport personnel (autre que l'épargne salariale et retraite),

- que vous vous engagez à restituer les fonds en cas de non-réalisation de l'opération d'acquisition.

- Si vous faites une demande de remboursement par courrier: la photocopie lisible recto-verso de votre pièce d'identité en cours de validité (indispensable à la prise en compte de votre demande) et un bulletin de remboursement personnalisé disponible auprès de notre plateforme téléphonique accompagné de vos justificatifs.

Principales Questions / Réponses

Qu'est qu'une résidence principale ?

La résidence principale s'entend :

- d'une manière générale, du logement où le contribuable réside en permanence avec sa famille,
- lorsque le contribuable exerce une profession qui l'oblige à de fréquents déplacements, du logement où sa famille réside en permanence,
- le cas échéant, du logement de fonction.

Toutefois, lorsque le conjoint et les enfants du titulaire du logement de fonction résident effectivement et en permanence dans une autre habitation, cette dernière peut être considérée comme constituant l'habitation principale de ce foyer, et seulement à cette condition.

Retrouvez les réponses à vos questions dans l'espace sécurisé du site dans le menu « Contact » de la page d'accueil.

Principales Questions / Réponses (suite)

S'agissant d'une vente en état de futur achèvement, puis-je effectuer une demande de remboursement à chaque appel de fonds ?

Non, le déblocage anticipé de votre épargne salariale et retraite doit intervenir sous forme d'un versement unique. Le déblocage à chaque appel de fonds n'est donc pas possible.

■ L'acquisition d'une résidence secondaire ouvre-t-elle droit au déblocage anticipé ?

Non. La condition de l'occupation à titre principal n'étant pas respectée, l'acquisition d'une résidence secondaire ne constitue pas un motif de déblocage.

■ La rénovation d'un bien existant ouvre-t-elle droit à déblocage ?

Non, seule l'acquisition d'un bien existant ou la construction d'un bien nouveau peut ouvrir droit à déblocage.

■ L'achat d'un local contigu à la résidence principale ouvre-t-il droit au déblocage anticipé de l'épargne ?

Il est admis en pratique d'assimiler à l'acquisition d'une résidence principale l'achat par le salarié d'une pièce ou d'un appartement contigu à celui qu'il occupe comme résidence principale, à condition, bien entendu, que le local soit aussi destiné à être occupé par l'intéressé comme résidence principale.

Dans ce cas, un plan des lieux et un devis des travaux d'ouverture du mur de séparation pourront être demandés en complément des justificatifs traditionnels.

■ L'achat d'une résidence principale à l'étranger permet-il le déblocage anticipé ?

Le déblocage de l'épargne peut être obtenu lorsque la résidence principale est située à l'étranger (travailleurs frontaliers, salariés détachés à l'étranger).

Dans ce cas, le dossier est traité selon les spécificités du pays concerné (justificatifs, remboursement, ...).

■ L'achat d'un bien immobilier en viager permet-il le remboursement anticipé ?

Le déblocage peut être accordé pour l'acquisition d'un bien en viager à la double condition qu'il s'agisse d'un viager libre (par opposition au viager occupé) et comportant le versement d'un capital initial au profit du vendeur ("bouquet"). Ce versement pourra être considéré comme constituant l'apport personnel de l'acquéreur et donner lieu au déblocage anticipé de ses droits à due concurrence.

■ L'achat d'un camping-car, d'une caravane ou d'un mobile-home permet-il le déblocage anticipé ?

Oui s'il s'agit de sa résidence principale.

■ L'achat de la résidence principale par le conjoint ou l'enfant est-il recevable ?

Le cas de l'acquisition de la résidence principale a été prévu pour aider le salarié à financer son apport personnel. Il doit donc s'agir de la résidence principale achetée par le ou la salarié(e) bénéficiaire de l'épargne salariale et retraite, et non par son conjoint ou son enfant.

Ainsi, un salarié dont le conjoint ou l'enfant achète seul une résidence principale ne pourra obtenir le déblocage de son épargne salariale et retraite; en effet, comme seul le nom du conjoint ou de l'enfant figurera sur l'acte de vente, il s'agira de l'apport personnel du conjoint ou de l'enfant et non pas du salarié.

Dans le cas des ménages procédant à l'acquisition ou à la construction de leur résidence principale commune et dont chacun des conjoints bénéficie de droits à participation ou en plan d'épargne, ceux-ci peuvent obtenir simultanément le versement de leur épargne salariale et retraite respective, sous la seule réserve qu'il n'entraîne pas un sur-financement de cette opération.

Dans cette hypothèse, l'acte de vente sera rédigé au nom des deux époux et l'apport personnel sera versé conjointement par les deux époux.

■ Que faire si votre projet ne se réalisait pas ?

Si votre projet ne se réalisait pas, vous devriez restituer le montant net perçu, par chèque libellé à l'ordre d'Amundi ESR, afin de le réinvestir sur votre compte d'épargne salariale. Ce réinvestissement serait effectué sur la première valeur liquidative qui suivrait la date de réception de votre chèque.

Attention, si votre opération de remboursement comportait le déblocage d'un fonds d'actionnariat : vous auriez à justifier de la non réalisation du projet en nous transmettant soit l'attestation du notaire soit le refus de prêt bancaire soit tout autre document officiel. Votre courrier de justification sera accompagné de votre chèque de restitution.

Pour information, ce réinvestissement n'aurait aucun impact sur la fiscalité de votre compte d'épargne salariale lors de votre prochain déblocage sur ces avoirs.

PARTIE 1 : vos coordonnées (à compléter par vos soins)

Mme Mlle M. Nom : Prénom(s) :

Numéro de votre compte d'épargne salariale et retraite : | | | | | | | | | | | | | | | |
(informations figurant sur votre relevé de compte)

PARTIE 2 : votre plan de financement (à compléter par vos soins et par votre établissement de crédit)

Coût de l'opération (A) :

Prix d'achat €

Frais de notaire,
d'enregistrement, d'hypothèques €

Autres frais (assurance,
dossier, frais d'agence...) €

Montant total de l'acquisition (A) €

Financement (B) : NB : indiquez zéro en l'absence de prêt

Montant du prêt principal : €

Montant(s) de(s) autre(s) prêt(s) €

Apport personnel* €
(y compris l'épargne salariale
et retraite)

Total des financements (B) €

NB. (A) – (B) doit être égal à 0,00€

NB : Si vous n'avez recours à aucun prêt, cochez la case présente dans les attestations sur l'honneur (PARTIE 5)

Les informations sur l'établissement bancaire de votre prêt principal :

Nom de l'Etablissement Bancaire
qui accorde le prêt principal:

Agence (adresse complète)

* IMPORTANT : le remboursement demandé ne pourra pas excéder le montant de
votre «apport personnel»

Le cachet et la signature de l'établissement de crédit sont obligatoires
dans le cadre ci-dessous pour certifier votre plan de financement :

PARTIE 3 : attestation à remplir par le notaire

Je soussigné(e) Maître :

Notaire à (n° et rue) :

Code postal : | | | | | Ville :

Téléphone : | | | | | | | | | | | | | | | | Fax : | | | | | | | | | | | | | | | |

certifie que Mme Mlle M. Nom : Prénom:

A signé en date du | | | | | | | | | | | | | | | | l'acte d'achat de sa résidence principale ou le compromis de vente / contrat de réservation pour la vente en état de futur achèvement (rayer la mention inutile).

Située à (adresse)

Code postal : | | | | | Ville :

Signature et cachet de l'Etude

Fait à, le

PARTIE 4 : règlement (cochez la case correspondante)

- Je souhaite adresser la somme débloquée directement au notaire (**joindre le relevé d'identité bancaire (RIB) du notaire**).
- Je souhaite recevoir la somme sur mon compte bancaire (joindre un RIB si une mise à jour de vos coordonnées doit être effectuée).
- Je souhaite recevoir le règlement par chèque à mon adresse

PARTIE 5 : attestation sur l'honneur (à compléter par vos soins)

Je soussigné(e) Mme Mlle M. Nom : Prénom(s) :

- Atteste sur l'honneur que les renseignements inscrits ci-dessus sont exacts,
- Certifie que les sommes débloquées seront destinées à l'acquisition de ma résidence principale à usage personnel et immédiat ou dans les trois années qui suivent au remboursement de mon épargne en cas d'acquisition de ma résidence principale à l'occasion de mon départ à la retraite,
- Certifie que la somme débloquée n'excède pas le coût global des frais engagés (frais de notaire, d'hypothèque et d'enregistrement etc inclus) moins le montant des prêts obtenus et de l'apport personnel (autre que l'épargne salariale et retraite),
- M'engage à restituer les sommes débloquées en cas de non réalisation de l'opération.

Certifie n'avoir recours à aucun prêt et m'engage à utiliser les sommes débloquées pour mon projet.
(à cocher uniquement si vous n'avez pas recours à un prêt)

Fait à, le

Signature du bénéficiaire (précédée de la mention « Lu et approuvé »)

NB : Si vous faites une demande de remboursement par courrier, joindre la photocopie recto-verso de votre pièce d'identité en cours de validité (indispensable à la prise en compte de votre demande).